

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Ces-ministres-qui-ne-veulent-pas.html>

Ces ministres qui ne veulent pas qu'on leur demande de rendre des comptes au peuple

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Publication date: jeudi 9 avril 2015

Description:



Le complexe sidérurgique construit par l'Algérie à el Hadjar pour propulser le développement de notre économie nationale et bradé à Arcelor Mittal en 2001DR

Ils veulent disposer de l'Algérie selon ce que leur dictent leurs propres intérêts et ceux qu'ils représentent. Si jamais ils sont interpellés pour donner des explications, ou que l'on montre du doigt leurs dérives, alors ils paniquent. Faute d'arguments ils se lancent dans des moqueries pour dénigrer leurs contradicteurs.

T. Gh

09.04.15

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ils veulent disposer de l'Algérie selon ce que leur dictent leurs propres intérêts et ceux qu'ils représentent. Si jamais ils sont interpellés pour donner des explications, ou que l'on montre du doigt leurs dérives, alors ils paniquent. Faute d'arguments ils se lancent dans des moqueries pour dénigrer leurs contradicteurs.

Le Haut fourneau d'El Hadjar, fleuron de la sidérurgie algérienne a été construit par la Société nationale de sidérurgie, la SNS, en 1969DR

Récemment, le ministre de l'Industrie, s'est exprimé avec colère à la télévision publique qui lui avait donné la parole pour répondre à ses contradicteurs. Il a répondu par des moqueries à ceux qui ont dénoncé les orientations droitières dangereuses du gouvernement pour l'économie nationale.

La liste de projets qu'il a cités pour se donner le droit de hausser la voix n'est au fond que de la poudre aux yeux. Comment peut-on se targuer d'avoir nationalisé le complexe sidérurgique d'El Hadjar quand l'Etat doit payer 1 milliard de dollars pour ne reprendre que quelques pour cent du capital sachant que pour un bouchée de pain il en avait cédé à MITTTALSTEEL la presque totalité en 2001.

Présenter à son peuple, à la télé et à haute voix, une telle action comme une prouesse, cela pousse au scepticisme. On peut penser que le ministre de l'Industrie ignore la complexité des conditions qu'imposent les exigences de la production des véhicules et autres engins en partenariat avec les sociétés étrangères de renom. Faire croire que ces projets vont contribuer au développement de l'industrie nationale c'est faire de la publicité mensongère. D'abord, la concurrence féroce qui caractérise le marché de ces équipements, pousse ces sociétés à exiger de leurs sous-traitants, des normatifs techniques et économiques, dont les intervalles de tolérance se rétrécissent d'année en année. Ceci disqualifie les opérateurs nationaux pour plusieurs raisons.

La première est que l'industrie nationale a été écartée des projets de développement. Depuis plus de trente ans l'appel systématique aux sociétés étrangères pour n'importe quelle opération a émoussé progressivement les ambitions de notre industrie. L'industrie mécanique, force motrice de l'économie, est complètement laminée par les différentes réformes qui ont substitué l'importation à la production nationale. Tout le savoir-faire, non négligeable, et la discipline technologique développés par nos ingénieurs dans les années 1970 et 1980 ont disparu au fil du temps.

La deuxième est que l'outil industriel national n'a pas évolué depuis la fin des années soixante-dix. Il ne peut pas satisfaire sur le plan technique et économique les exigences formulées par les partenaires étrangers.

La troisième raison est que les ressorts pour un sursaut à court et même à moyen terme ont été cassés, victimes collatérales des réformes économiques entreprises depuis que le pays s'est engagé dans la voie capitaliste.

Il s'agit notamment de la formation technique et scientifique et de la stratégie de développement centrée sur les besoins réels du pays.

La quatrième est cette volonté de vouloir à tout prix amarrer le destin de l'économie nationale au secteur privé local et international bien que les résultats après plus de trente ans aient abouti à un échec incontestable.

Les aides considérables accordées par l'Etat au secteur privé national n'ont rien apporté au développement de l'économie. Au contraire, ceci a conduit à la création d'une économie parallèle qui concurrence la production nationale par l'importation dont les coûts gonflent d'année en année. En 2014 ils ont dépassé la barre de soixante-cinq milliards de dollars bien plus que les rentrées en devise. Ceci risque d'hypothéquer l'avenir du pays.

De ce fait, le seul apport de ces projets est l'emploi de quelques centaines de travailleurs. Ils feront du montage de pièces importées auprès du « *partenaire* », seul gagnant dans l'affaire. Une opération de production qui ne demande pas de qualification technique importante.

Le plus grave est que si le moindre désaccord surgit avec le partenaire et que ce celui-ci décide de partir il peut procéder à l'arrêt de la production de ses équipements dans notre pays.

Peut-on se vanter d'avoir mené son pays dans une situation pareille ? N'y a-t-il pas d'autres issues possibles, sachant les immenses potentialités dont dispose l'Algérie ?

Louisa Hanoune secrétaire générale du dit Parti des Travailleurs qui s'est offusquée que le ministre de l'Industrie projette de céder à ses proches, l'usine cycle et motocycle de Guelma sait bien que celui-ci ne fait qu'appliquer une politique décidée en d'autres lieux et que cette politique est dirigée par le président de la République qu'elle a toujours soutenu tout en sachant dans quelle impasse il a conduit l'Algérie.

T. Gh.